



Communiqué de presse commun de Greenpeace, Pro Natura, l'Association Suisse pour la Protection des Oiseaux ASPO/BirdLife Suisse et du WWF Suisse

Lausanne, le 26 novembre 2013

Les organisations de défense de l'environnement exigent un plan de réduction des pesticides

En Suisse, trop de pesticides sont rejetés dans la nature. Leurs effets menacent la santé des personnes, des animaux et des habitats naturels. Les organisations de défense de l'environnement Greenpeace, Pro Natura, ASPO/BirdLife Suisse et le WWF présentent au Conseil fédéral un mode d'emploi pour réduire les pesticides et lui demandent d'élaborer et mettre en œuvre un plan national efficace pour leur réduction.

Les organisations de défense de l'environnement Greenpeace, Pro Natura, ASPO/BirdLife Suisse et le WWF Suisse présentent un mode d'emploi pour la réduction des pesticides au Conseil fédéral (voir encadré). Pour l'essentiel, ce document demande de fixer des objectifs de réduction, d'interdire les pesticides particulièrement nocifs pour la santé et l'environnement, et d'encourager l'utilisation de méthodes phytosanitaires alternatives.

70% des cours d'eau sont concernés

Les pesticides sont des substances chimiques toxiques utilisées en quantités toujours plus importantes dans l'agriculture helvétique. Entre 2006 et 2011, les quantités vendues ont augmenté de près de 16%, bien que les produits utilisés soient de plus en plus efficaces. Pour l'environnement et la santé, les dangers sont énormes. A l'heure actuelle, il est prouvé que 70% des eaux de surface en Suisse sont polluées par des pesticides. La nourriture est le principal vecteur d'absorption de ces substances par le corps humain. Combinés à d'autres produits chimiques présents dans la vie courante comme les cosmétiques, les lessives ou les détergents ménagers, les pesticides créent des cocktails toxiques dont les effets sont imprévisibles. Et les substances agrochimiques nuisent aussi aux abeilles, aux amphibiens, aux poissons, aux oiseaux et à bien d'autres organismes vivants.



L'exemple danois

«Les problèmes de pollution par les pesticides doivent être attaqués à la source», estime Daniela Hoffmann, spécialiste au WWF. «Concrètement, cela signifie que l'utilisation de pesticides et le risque qu'ils représentent doit être minimisé au moyen d'un plan de réduction. Il s'agit de la manière la plus efficace de protéger notre santé et la nature.» Le Danemark a prouvé qu'un tel revirement était possible. En 1986 déjà, l'Etat a lancé un plan d'action en la matière et s'est fixé pour objectif ambitieux de réduire de 40% le risque représenté par les pesticides pour la population et l'environnement entre 2012 et 2015. L'Union Européenne a également reconnu la nécessité d'agir et chargé tous les Etats membres d'élaborer des plans d'action. Quant à la Suisse, elle est à la traîne: dans le cadre de la réponse au postulat Moser (12.3299), elle se contente actuellement d'examiner si elle a, elle aussi, besoin d'un plan de réduction dans ce domaine. Les organisations de défense de l'environnement approuvent un tel programme et profitent de l'occasion pour montrer à quoi il pourrait ressembler.

Reprendre le rôle de leader

«Les expériences faites par le passé montrent que le risque que présentent les pesticides a toujours été mal évalué», affirme Daniela Hoffmann. Malgré les signaux d'avertissement, les pesticides tels que le tristement célèbre DDT ont toujours été présentés comme inoffensifs et utilisés de manière massive, au détriment des hommes et de l'environnement. Le Conseil fédéral est invité à tirer les leçons du passé et à préserver notre santé et l'environnement de dégâts considérables au moyen d'une politique progressiste en la matière. Lorsque la Suisse a interdit l'utilisation du DDT dans l'agriculture en 1972, elle l'a fait vingt ans avant l'Allemagne. Greenpeace, Pro Natura, ASPO/BirdLife Suisse et le WWF demandent au Conseil fédéral de reprendre son rôle de précurseur dans ce domaine.

Encadré

Plan national de réduction des pesticides: les principales exigences adressées au Conseil fédéral

- Fixer des objectifs de réduction ambitieux et mesurables
- Interdire les pesticides particulièrement dangereux pour l'environnement et la santé
- Publier et évaluer les pesticides autorisés par la Confédération

GREENPEACE

pro natura 


BirdLife
ASPO/BirdLife Suisse



- Publier la charge en pesticides à laquelle sont soumis la population et l'environnement
- Rechercher et encourager des méthodes phytosanitaires alternatives
- Informer et conseiller les agriculteurs de manière complète et indépendante au sujet de la protection des cultures
- Créer des incitations en faveur des systèmes et des techniques de réduction des pesticides
- Interdire les pesticides conventionnels pour l'utilisation privée
- Assurer la participation de diverses unités administratives et organes de la société civile au plan de réduction des pesticides.

Informations complémentaires:

Vous trouverez le catalogue d'exigences détaillé «Mode d'emploi sur la réduction des pesticides» adressé par les organisations de défense de l'environnement au Conseil fédéral ici: www.pronatura.ch/agriculture

Contact:

Natalie Favre, porte-parole de Greenpeace, tél. portable 079 197 96 91,
natalie.favre@greenpeace.org

Nicolas Wüthrich, responsable de l'information Pro Natura, tél. 079 212 52 54,
nicolas.wuthrich@pronatura.ch

Pascal König, responsable agriculture, SVS/BirdLife Suisse, 044 457 70 26,
pascal.koenig@birdlife.ch

Pierrette Rey, porte-parole du WWF Suisse, tél. portable 079 662 47 45,
pierrette.rey@wwf.ch